



CTB



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
COOPÉRATION INTERNATIONALE ET FRANCOPHONIE
Secrétariat Général à la Coopération

RAPPORT ANNUEL- PROGRAMME D'ETUDES ET D'EXPERTISES 2015



Programme d'Etudes
et d'Expertises

1	APERÇU DE L'INTERVENTION.....	4
1.1	FICHE D'INTERVENTION.....	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE	4
2	CONTEXTE.....	5
2.1	CONTEXTE GENERAL	5
2.2	CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION	5
2.3	CONTEXTE HARMO	5
3	ANALYSE DES PROGRES REALISES	7
3.1	ÉTUDES	7
3.1.1	<i>État d'avancement des études.....</i>	7
3.1.2	<i>Analyse des études finalisées.....</i>	14
3.2	EXPERTISE	15
3.2.1	<i>État d'avancement de l'expertise.....</i>	20
3.2.2	<i>Analyse de l'expertise.....</i>	21
3.3	EXECUTION BUDGETAIRE	22
3.4	CRITERES DE QUALITE	23
3.5	GESTION DES RISQUES	24
4	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	26
4.1	RECOMMANDATIONS	26
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES	26
5	ANNEXES.....	27
5.1	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	27
5.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMPAR RESTREINT ET SUIVI.....	33

ACRONYMES

AE	Accord d'Exécution
ComPar	Comité des Partenaires
CTB	Agence belge de coopération au développement
DTF	Dossier Technique et Financier
FEE	Fonds d'Etudes et d'Expertises
MINAFFECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
PEE	Programme d'Etudes et d'Expertises
PIC	Programme Indicatif de Coopération
UAGP	Unité d'Appui à la Gestion du Programme

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme d'Etudes et d'Expertises (PEE)
Code de l'intervention	RDC1015311
Localisation	Kinshasa
Budget	€6.234.196 (€2.234.196 + €4.000.000)
Institution partenaire	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Date de la convention spécifique	19 Juillet 2012
Date de fin de la convention spécifique	72 mois - 18 juillet 2018
Objectif	Contribuer à la mise en œuvre du PIC 2010 - 2013 et à la préparation des futurs programmes indicatifs de coopération entre la RDC et la Belgique.

1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Année N-1	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
6.234.196*	2.015.984	1.060.083	3.058.129	49,34%

* + seconde tranche de €2.000.000,00 sera demandée début 2016

Fonctionnaire exécution nationale ¹ Clément Katsaningu	Fonctionnaire exécution CTB ² Jean-Marc Labis
	

2 Contexte

2.1 Contexte général

Le PEE a débuté officiellement le 02 Novembre 2012, date de la tenue de la réunion de démarrage. L'année 2015 est la troisième année d'exercice complète du programme. Pour rappel, le PEE est l'émanation de l'ancien Fonds d'Etudes et d'Expertises qui était structuré différemment et fonctionnait depuis la Représentation de la CTB. Le PEE est quant à lui basé dans les locaux du MINCIR, c'est à dire directement à la Coopération Internationale.

Le PEE est un programme qui ne s'inscrit pas dans la lignée des programmes tels qu'on le conçoit, étant donné que son objectif vise à appuyer les secteurs de concentration de la CTB, mais aussi d'autres secteurs où la CTB n'intervient théoriquement pas mais dont les activités réalisées peuvent avoir un rapport ou même un impact sur celles de la CTB.

Même si l'objectif spécifique (Renforcer les capacités des institutions publiques congolaises impliquées en priorité dans les secteurs et les zones de concentration géographique définies dans le PIC 2010 - 2013) reste pertinent, les résultats escomptés sont prioritairement ceux obtenus au travers des diverses études et/ou expertises approuvées par le ComPar restreint.

Les raisons du passage de l'ancienne structure "Fonds d'Etudes et d'Expertises" vers la nouvelle structure "Programme d'Etudes et d'Expertises" sont principalement liées à l'uniformisation des procédures et à l'organisation du fonctionnement du processus de requête tout en conservant l'aspect très spécifique lié à chaque intervention. Ceci est d'ailleurs fixé dans un manuel de procédure établi sur base des éléments du DTF du programme.

2.2 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les remarques et commentaires des précédents rapports annuels en matière de modalités d'exécution restent d'actualité. Hormis la modalité en régie pour les marchés publics et la gestion financière qui doit rester la norme, le mode de gestion conjointe des activités du PEE est très fonctionnel, ceci s'appliquant probablement plus simplement à de petites structures tel que le PEE qu'à de plus grands projets/programmes. Dans le cadre du PEE ceci est aussi dû aux personnalités des membres de l'UAGP qui fonctionnent bien ensemble.

2.3 Contexte HARMO

Le PEE est le seul programme de ce type dont dispose la RDC, il n'y a dès lors pas de tentative d'harmonisation avec d'autres interventions de la CTB ni même d'autres PTF. L'alignement sur les stratégies ou les systèmes du partenaire représente l'output un et doit ressortir des études/expertises présentées. L'appropriation par le partenaire reste complète étant donné qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre leurs requêtes. Ceci n'est toutefois pas toujours fait dans les règles et trop souvent les requêtes sont considérées comme source de revenu plutôt que des outils permettant aux requérants de faire avancer les institutions qu'ils représentent. Néanmoins, cette situation est tempérée par les dispositions prises par l'UAGP pour limiter les primes

aux agents de l'Etat.

Hormis, les évolutions initiales reprises dans les rapports annuels 2013 et 2014, il est important de souligner l'appui qu'apporte l'UAGP aux requérants dans la préparation des requêtes et le volume important de requêtes enregistrées.

L'UAGP a aussi présenté un rapport financier intermédiaire arrêté au 30 juin 2015 au ComPar restreint du 13/11/2015. Les données de ce rapport consistaient en une présentation des chiffres marquants en termes d'engagements et de dépenses ainsi que le résultat de la clôture de diverses études, l'allocation des budgets par ligne tel que prévu dans le DTF et finalement quelques réallocations entre ligne.

3 Analyse des progrès réalisés

3.1 Études

3.1.1 État d'avancement des études

État d'avancement des études ¹	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
1. (ALCP) Appui à la ville de Lubumbashi à travers le Comité Provincial de Pilotage de la Stratégie de renforcement du Système de Santé	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
2. (RCOCIR) Réorganisation du Cadre Organique du Secrétariat Général à la Coopération Internationale et Régionale	X				Reliquat du FEE, le rapport final validé mais jamais été reçu.
3. (MP) Appui à l'Autorité de régulation des Marchés Publics					L'ARMP ne semble pas le partenaire pour cette étude qui reste ouverte. L'organisation de formation pour différents Ministères sur la procédure Nationale pourrait être utile mais il faudrait envisager d'analyser le fonctionnement du transfert des budgets vers les Ministères et entités décentralisées à partir des Ministères des Finances et du budget, les MP n'intervenant qu'après.
4. (RCCRE) Redynamisation du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (MINCIR)	X				Terminé en 2015.
5. (EISI) Elaboration des Indicateurs du Secteur des Infrastructures (MINIPLAN)	X				Terminée en 2012.
6. (LAC KIVU I) Détermination des sites potentiels d'extraction de gaz méthane des eaux du LAC KIVU: Etude détaillée de la bathymétrie de la côte congolaise.	X				Terminée en 2014.
7. (INRB) Appui à la restructuration administrative et financière de l'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale)	X				Terminée en 2013.
8. (SENDWE) Contribution à la réalisation d'un atelier de modernisation de l'Hôpital SENDWE	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
9. (ITIE) Prestation d'un Conciliateur ITIE pour l'exercice 2010-2011 (Ministère du Plan). Report du FEE	X				Terminée en 2012.
10. (LAC KIVU II) Etude d'impact environnemental et social du Projet de production de l'énergie électrique à partir du gaz méthane du LAC KIVU. Report du FEE	X				Annulé ; fera partie des obligations des attributaires des différentes concessions.
11. (FORKIS) Atelier de sensibilisation des autorités politico-administratives et les organisations de base sur la Foresterie communautaire dans la Ville de Kisangani/Province Orientale. Report du FEE	X				Terminée en 2013.
12. (QUINACT) Unité de recherche clinique.	X				Terminée en 2014

¹ A : En avance
 B : Dans les délais
 C : Retardées, des mesures correctives sont requises.
 D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Report du FEE					
13. (FNPSS) Appui au Fonds National de Promotion de la Sécurité Sociale. Report du FEE	X				Etude rejetée.
15. (LOI 11/022) Appui à l'Elaboration des Mesures d'application de la LOI N°11/022 du 24/12/2011, portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture	X				Terminée en 2014
16. (PNS) Actualisation du Plan National Semencier des Cultures Vivrières et Recommandations pour la Structuration de la Filière Semencière, le Contrôle et la Certification des Semences, ainsi que la Production et la Commercialisation des Semences Améliorées par le Secteur Semencier Privé dans toutes les Provinces de la RD Congo				X	Terminé en 2015
17. (DIAHOP) Prise de contact et plaidoyer avec la Diaspora congolaise et des partenaires belges sur le projet d'appui aux Hôpitaux congolais	X				Etude rejetée.
19. (CARIEI) Mise à jour de la Cartographie des projets des Infrastructures Economiques de base et des Indicateurs de performance y afférents	X				Etude rejetée.
20. (CARIIS) Elaboration de la Cartographie et des Indicateurs des projets des Infrastructures Sociales de la RDC	X				Etude rejetée.
21. (PNIA) Business Meeting du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC.	X				Terminé en 2013
22. (CAMASA) Expertise pour le renforcement de la Cellule de passation des Marchés du Ministère de la Santé au sein de la CAG, dans les procédures FED	X				Etude rejetée.
23. (CENACOF) Identification des besoins en formation auprès des secrétariats généraux de: l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Agriculture, Santé Publique et Développement Rural.	X				Etude rejetée.
24. (NOTAIRES) Demande de partenariat formulée par le Ministre de la Justice et Droits Humains à l'endroit de la Chambre Nationale des Notaires	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
25. (AMTER) Partenariat d'Appui de l'Aménagement du Territoire.	X				Terminée en 2014
26. (HYINGA) Etude de Préfaisabilité projet HYINGA	X				Etude retirée de la liste accord du ComPar restreint du 14/03/2014
27. (ICCN) Montage d'un système d'organisation et structuration des informations pour faciliter le suivi-évaluation et par conséquent améliorer l'efficacité de gestion et la gouvernance des aires protégées en RDC par l'ICCN (MECNT).	X				Etude rejetée.
28. (FOREQU) Foresterie Communautaire de l'Equateur	X				Terminé en 2013.
29. (STAT) Statistique Ministère du Plan	X				Etude retirée de la liste, accord du ComPar restreint du 14/03/2014
30. (FORCOM) Mission de suivi des activités dans le site pilote de la foresterie	X				Etude rejetée.

communautaire créé par le projet FORCOM/FAO				
31. (CGAF) Analyse du Cadre de Gouvernance Foncière au Niveau Provincial Selon le Cadre de la Gouvernance Foncière (CGAF) de la Banque Mondiale	X			Etude retirée de la liste, accord du ComPar restreint du 14/03/2014
32. (SESOC) Appui au développement du système de Sécurité Sociale en RDC	X			Etude rejetée.
33. (RCGPMP) Renforcement des capacités des membres de la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics ainsi que les Cadres de l'Administration de la Coopération Internationale	X			Etude rejetée.
34. (PEDEKA) Appui aux organisations des Pêcheurs de la Dépression de Kamalondo	X			Terminé en 2015
35. (PIHILU) Appui aux organisations de Pisciculteurs dans l'Hinterland de Lubumbashi	X			Terminé en 2015
36. (ISVI) Identification, Sensibilisation, Vulgarisation, et Installation de Champ Ecole Paysan pour une agriculture durable	X			A faire annuler de la liste
37. (UPEHP) Acquisition des mini-Usines de Production utilisant un système d'Extraction de base optimisé pour l'usage au niveau villageois en vue de l'usinage semi-industriel d'Huile de Palme et du savon de ménage	X			Etude rejetée.
38. (ESETFP) Appui à l'Elaboration de la Stratégie sous-sectorielle spécifique à la composante de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République Démocratique du Congo	X			Terminé en 2015
39. (COMPAT) Production des Comptes Nationaux 2012 et 2013 de la RDC	X			Etude rejetée.
40. (URF-ECMI) Projet d'appui logistique pour le démarrage des activités de l'unité de recherche et de formation sur l'écologie et le contrôle des maladies infectieuses (URF-ECMI)	X			Etude rejetée.
41. (DREN) Requête sur la Vulgarisation convention relative aux Droits de l'Enfant au Programme d'Etudes et d'Expertises	X			Etude rejetée.
42. (REENPU - PORT) Appui à la Réforme des Entreprises Publiques du secteur des transports et dans le montage de la négociation des projets de partenariat public-privé dans les domaines portuaire, ferroviaire et aéroportuaire.	X			Etude rejetée.
43. (LOI 11/2002) Vulgariser les articles 22, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 89, 111, 112, 113, 121 et 222 de la loi n°11/2002 du 29 août 2002 portant promulgation du Code Forestier de la République Démocratique du Congo.	X			Etude rejetée.
44. (INRB2) Définition du patrimoine initial et renforcement des capacités du personnel de l'INRB, afin de produire les premiers comptes annuels selon le système OHADA			X	A clôturer sur 2016
45. (PAIJR) Projet d'Appui aux Initiatives des Jeunes Ruraux de la RDC "P.A.I.J.R / RDC"	X			Etude rejetée.
46. (RPPPB) Elaboration du rapport d'étape sur les projets et programmes des pistes rurales et des hacs dans les Provinces de Bandundu,	X			A annuler, il s'agit d'activité déjà partiellement faite par PREPICO.

Orientale, Kasai-Oriental, Equateur, Maniema et Katanga				
47. (CPAKO) Implication de la Femme et de la Jeunesse Rurale dans l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la commercialisation des produits Agricoles du Kasai Oriental	X			Etude rejetée.
48. (SFAEQU) Appui aux ateliers de sensibilisation des femmes autochtones (pygmées) et organisation féminines sur la Foresterie Communautaire dans le District de l'Equateur (Territoire de Bikoro - d'Ingende) Province de l'Equateur	X			Etude rejetée.
49. (SFAKIS) Appui aux ateliers de sensibilisation des femmes autochtones (pygmées) et organisation féminines sur la Foresterie Communautaire à Kisangani (District d'Ituri, Territoire de Mmbassa) Province Orientale (Kisangani)	X			Etude rejetée.
50. (ACTDS) Appui à la mise en place d'un système permanent de collecte, de traitement et de diffusion des données statistiques sur les conditions de vie des ménages ruraux	X			Etude rejetée.
51. (SENDRI) Atelier de renforcement des capacités sur les techniques de collecte de données statistiques socio-économiques, Kinshasa - 2014		X		Etude suspendue par le ComPar restreint du 03/03/2015
52. (RCE) Renforcement des Capacités sur l'Entreprenariat		X		Etude annulée ComPar restreint du 13/11/2015
53. (EESR) Elaboration et validation technique du document des stratégies de rationalisation de la participation RDC dans les groupements Economiques Sous Régionaux.		X		Etude validée par le ComPar restreint du 13/11/2015
54. (ELBAA) nouveau titre: Inventaire et analyse des ressources génétiques des plantes alimentaires spontanées et cultivées du Kwilu.	X			Etude en cours, sera clôturée début 2016
55. (CPPGL) L'établissement d'un cadre d'échanges et de réflexion dénommé: Cadre Provincial Permanent de Gouvernance Locale, en sigle CPPGL. Il s'agit de la réflexion sur la mise en œuvre d'une structure organique d'échanges et de réflexion au niveau Provincial	X			Etude en cours, sera clôturée en 2016
56. (FTDRST) Formation et accompagnement en élaboration de Termes de Référence et Spécifications Techniques			X	Terminé en 2015
57. (EFINCUB) Etude de Faisabilité pour la mise sur pied d'un Incubateur pour le développement des PME dans la Province du Bas-Congo, RDC		X		Etude rejetée par le ComPar restreint du 03/03/2015
58. (EPNDD) Elaboration du Programme National de Développement Rural en République Démocratique du Congo au regard du processus de Décentralisation en cours.		X		Etude annulée ComPar restreint du 13/11/2015
59. (CASNIPPBC) Appui à la Consolidation des acquis du Projet d'Appui au Système de Santé du Bas-Congo (i)		X		Etude rejetée par le ComPar restreint du 03/03/2015
60. (REP) Réhabilitation des étangs piscicoles au Centre Agricole de Mansende/Mawunzi,		X		Etude annulée ComPar restreint du 13/11/2015

Secteur de Kivulu, Territoire de Mbanza-Ngungu District des Cataractes, (Bas-Congo)				
61. (CCU) Contribution à la rationalisation et définition des politiques efficaces pour la prévention des cancers en RD Congo. Point d'entrée: cancer du col utérin (CCU)	X			Terminé en 2015
62. (FCM) Vulgarisation des modèles de demande d'une forêt de communautés locales à Kindu, province du Maniema		X		A suivre avec MINIDER
63. (CVD) Installation des Comités Villageois de Développement (CVD) dans le secteur de Boko Territoire de Mbanza-Ngungu, district des cataractes, province du Bas-Congo		X		Etude annulée ComPar restreint du 13/11/2015
64. (EPRI) Développement d'un réseau national de surveillance de l'épilepsie des rivières: renforcement des capacités de diagnostic, cartographie du risque en République Démocratique du Congo et recherche de l'étiologie	X			Approuvé par le Compar
65. (LOI 11/022 II) Appui à l'élaboration des mesures d'application de la loi 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture		X		Suspendue par le ComPar restreint du 30/10/2014
66. (MASTER ECoM) Appui au démarrage des activités du Master en Ecologie des maladies infectieuses, aléas naturels et gestion des risques (Master ECoM-ALGER)		X		Approuvé par le Compar
67. (ESIM) Evaluation de la Surveillance intégrée des Maladies et riposte dans les DPS et zones de Santé de concentration	X			Rejetée
68. (OSVOP) Organisation des séances de vulgarisation des outils de planification		X		A revoir
70. (AVMMM) Etude de faisabilité pour la mise en place du Système Agroforesterie dans la ville de Mbuji-Mayi et dans le territoire de Miabi, Province du Kasai Oriental	X			Suspendue ComPar restreint du 03/03/2015 et du 13/11/2015
71. (FTPG) Etude sur les fruits transformables à petite et grande échelle dans la Province du Bas-Congo		X		Présenté par un nouveau requérant non éligible
72. (INRA) Appui à la redynamisation de l'INRA/Yangambi, Province Orientale, RDC.		X		Etude à faire annuler par le ComPar restreint
73. (DECEN) Evaluation mi-parcours du processus de décentralisation en province (2009-2014)		X		Etude rejetée ComPar restreint du 13/11/2015
74. (350ENS) Formation de 350 (trois cent cinquante) enseignants œuvrant dans la province éducationnelle Kinshasa-Est en vue de la conscientisation et de la sensibilisation d'autres enseignants, des enfants à l'âge scolaire des parents aux problèmes de genre, de la santé, de la reproduction, du respect de l'environnement et le VIH/SIDA	X			Etude rejetée ComPar restreint du 03/03/2015
75. (PNDIS) Appui à la retraite de validation du Plan National de Développement Informatique de la Santé	X			Terminé en 2015
76. (ACAPSS) Appui à la Consolidation des Acquis du Projet d'Appui au Système de Santé du Bas-Congo	X			Etude rejetée ComPar restreint du 03/03/2015

77. (PLQUI) Evaluation des Plans Quinquennaux de Croissance et de l'Emploi 2011-2015 des provinces du Katanga, Maniema, Orientale, Bandundu et la ville de Kinshasa.					Etude rejetée ComPar restreint du 03/03/2015
78. (AMTERii) Les Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat, sans son volet Aménagement du Territoire					Terminé en 2015
79. (CSCPF) Campagne de sensibilisation de la communauté sur la planification familiale à travers 13 zones de santé dans la Province du Maniema					Approuvé par le Compar
80. (CEOSC) Projet de renforcement des Capacités d'Exécution des Organisations de la Société Civile et de Bonne Gouvernance					Attente traitement
81. (AFETFP) Atelier de formation, sur le renforcement des capacités des enseignants de l'ETFP, pour juguler l'inéquation entre la formation et le besoin du marché de l'emploi, MANIEMA					Attente traitement
82. (ISTM) Réflexion sur la création d'un cadre normatif et d'analyse des données statistiques pour le renforcement des capacités du corps scientifique et administratif de l'Institut Supérieur des techniques Médicales de Kindu "l'ISTM-Kindu"					Attente traitement
83. (CLIM) Education à l'adaptation au changement climatique auprès des populations des collectivités locales du Sud-Maniema: Territoire de Kasongo et Kabambare.					Attente traitement
84. (EBIA) Evaluation des besoins en information agricole dans les ETDS des territoires de Kasongo et Kabambare					Attente traitement
85. (EVLG) Etude sur les violences liées au genre en milieu scolaire au Maniema					Approuvé par le Compar
86. (PAP) Projet d'appui à la promotion agropastorale par l'encadrement de la femme paysanne de 7 territoires de la province du Maniema pour leur autonomisation socioéconomique					Attente traitement
87. (OMOP) Projet d'organisation des missions d'évaluation des outils provinciaux de planification pour la période 2014					Attente traitement
88. (OEI) Observatoire de l'Economie Informelle en RDC					Approuvé par le Compar
89. (FOTU) Forum: la régulation Energétique Istanbul/Turquie 25 au 28 mai 2015					Etude rejetée.
90. (AKC) Appui à la consolidation des acquis du Projet d'Appui au Système de Santé du Kongo Central					Etude rejetée.
91. (ERS-AGR) Evaluation d'un modèle de réinsertion socioéconomique qui s'appuie sur le renforcement des capacités et les activités génératrices de revenus (AGR)					Attente traitement
92. (MPPD) Management des Projets et Programmes de Développement					Etude rejetée.
93. (EISS) Etude d'Impacts, Suivi et Surveillance Environnemental et Social des Programmes et Projets (EIES)					Etude rejetée.
94. (AFPG) Analyse des besoins de centre de formation professionnelle sur le plan de l'implantation, de la gouvernance et de la pertinence des programmes de formation professionnelle					Attente traitement
95. (PPP) La polyculture piscicole à base de					Etude annulée ComPar restreint du

périphyton dans la zone écologique de Gemena				13/11/2015
96. (EBSS) Etablissement des biomarqueurs objectifs pour un traitement spécifique de l'état de stress post-traumatique en RD Congo.				Cette étude à changer de nom durant sa préparation. Attente traitement
97. (PSEPP) Principe de Suivi et Evaluation des Projets et Programmes.				Etude rejetée.
98. (GERP) La Génération d'Energie Renouvelable avec Photovoltaïc.				Etude rejetée.
99. (AOA) Appui à l'Organisation des Ateliers sur le suivi - évaluation des projets de Développement dans la Province du Maniema.				Attente traitement
100. (FKKDL) Formation des cadres territoriaux de Kasongo et de Kambare sur le développement local.				Attente traitement
101. (RCA-GAR) Renforcement des capacités des agents et fonctionnaires de 4 entités territoriales décentralisées de la province du Maniema en gestion axée sur les résultats				Attente traitement
102. (DIAR) Expert long Terme pour un Appui à la mise en place de la Direction des Infrastructures et de l'Aménagement Rural (DIAR) & Assurance Qualité des volets infrastructure des projets et programmes de la Coopération Belgo-Congolaise				Attente traitement
103. (AFEM) Appui à l'organisation d'un Forum Economique du Maniema				Attente traitement
104. (PDL) Projet d'élaboration des Plans de Développement Locaux dans cinq ETD des Territoires ruraux de KAILO et de PANGI dans la Province du Maniema				Etude récupérée par le ComPar restreint du 13/11/2015, mais devra commence avec PRODEM/PRODAM
105. (KASAI-ENERG) Mise à disposition d'un expert en Energie dans le cabinet du Gouverneur de la Province du Kasai-Oriental.				Attente traitement
106. (EDUC KAT) Education KATANGA				Attente traitement
107. (PLD-CDI) Expertise en appui de l'élaboration des Plans Locaux de Développement à l'échelle des territoires, jumelée au processus de Centre de Développement Intégré (CDI)				Etude rejetée.
108. (CME) Campagne de mobilisation et d'évaluation de la situation socio-économique des femmes paysannes du Sud Ubangi en vue de la promotion familiale				Attente traitement
109. (CPTNAT II) Finalisation des Comptes nationaux de la Santé 2014 et collecte des données des dépenses de santé 2015 pour la production des CNS 2014 et 2015 RD Congo en 2016.				Etude rejetée.
110. (PRP) Projet de reconversion professionnelle des exploitants miniers artisanaux de la province d Haut-Katanga.				Attente traitement
111. (PPR) Promouvoir la protection, restauration et la gestion durable de l'environnement dans le Territoire de GEMENA, par les techniques de l'agriculture de conservation.				Attente traitement
112. (APP-LOG) Appui Logistique à l'Université Baptiste au Congo / Province du Katanga / RDC.				Attente traitement
113. (ICSTSU) Installation des champs semenciers à travers les quatre Territoires du Sud - Ubangi.				Attente traitement
114. (OCV80) Projet d'Organisation des Comités Villageois de Développement dans les 80 villages de la Province de Sud-Ubangi en République Démocratique du Congo				Attente traitement

115. (UNI-MBUJI) attente version					Attente traitement
116. (AGSA) Appui à la gestion du secteur agricole par le renforcement de la gestion des inspections de l'agriculture, pêche et élevage dans les 4 provinces du PIC					Attente traitement
117. (ESFP) Enquête sociale auprès des femmes paysannes du Sud Ubangi pour développer le mécanisme de remédiation à sa problématique socioéconomique.					Attente traitement

3.1.2 Analyse des études finalisées

Titre de l'étude :	4. (RCCRE) Redynamisation du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (MINCIR)
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Les objectifs spécifiques de cet AE étaient ; <ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser le CCRE et actualisé la liste des membres - Tenir régulièrement des réunions - Assurer la coordination et l'affectation des ressources extérieures aux projets et programmes prioritaires du Gouvernement - Assurer le suivi et l'évaluation des projets, programmes ayant bénéficié des ressources extérieures - Garantir l'efficacité de l'action gouvernementale de flux d'aide extérieure
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	Partiellement, mais le rapport final ne propose rien de neuf.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude met en évidence quelques besoins de modification de la méthode de coopération du Gouvernement mais ne donne pas de pistes complètes à ce stade.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Le partenaire n'a pas pris en compte l'objectif qu'il s'était fixé, dès lors l'activité n'a abouti à aucuns changements et le CCRE reste en l'état. Le résultat positif est une réunion d'une demi-journée mettant les acteurs ensemble. Malheureusement, rien de ce qui était escompté n'a abouti et il est dommage que le Ministère de référence et premier partenaire de la Coopération technique belge en ait été le requérant de cette étude.

Titre de l'étude :	16. (PNS) Actualisation du Plan National Semencier des Cultures Vivrières et Recommandations pour la Structuration de la Filière Semencière, le Contrôle et la Certification des Semences, ainsi que la Production et la Commercialisation des Semences Améliorées par le Secteur Semencier Privé dans toutes les Provinces de la RD Congo
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Les différents résultats visés étaient <ul style="list-style-type: none"> - Avoir une description de l'état actuel du secteur semencier - Etablir une feuille de route sur 5 ans - Recommandations en matière de prix raisonnables - Recommandation en matière de Politique Financière - Recommandation en matière de microcrédits - Le développement d'un Plan National Semencier, donnant les grandes lignes conductrices pour le développement du secteur semencier (accompagné d'un plan de mise en œuvre). L'étude devait principalement servir au Ministère de l'Agriculture.
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	Hormis l'énorme délai dû principalement à l'expert international contracté dans le cadre de l'activité et à son blocage total dans l'utilisation et l'incorporation des informations provenant de la CTB dans le document final, le résultat escompté a été obtenu mais pas validé par l'expertise belge.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Renforcer le PNS de la RDC, il faudra ultérieurement que les programmes agriculture CTB analysent l'impact de ces changements dans la réalité de terrain pour conclure ou pas sur la contribution de l'étude.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les</i>	De multiples difficultés avec le requérant et l'expert international contracté. Il faut savoir que dans le cadre du MP lancé à deux reprises, le contractant

<i>facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	identifié était le candidat proposé par le Ministère de l'Agriculture. Le changement de l'expert National par quelqu'un du Ministère (du moins identifié par le Ministère de l'Agriculture) démontre l'environnement peu transparent dans lequel cette étude a été menée. La situation décrite ci-dessus n'a eu d'impact que sur la mise en œuvre. Le résultat escompté ayant été validé par le partenaire.
--	---

Titre de l'étude :	21. (PNIA) Business Meeting du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC.
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Il s'agissait d'une participation de la Belgique dans le support des coûts de la mise en œuvre du Business meeting relatif au Plan National d'Investissement Agricole.
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	Non, le partenaire n'a absolument rien fait de façon transparente l'agence de mise en œuvre de la Business Meeting était identifiée avant même la signature de l'AE.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	-
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Cfr. Ci-dessus

Titre de l'étude :	34. (PEDEKA) Appui aux organisations des Pêcheurs de la Dépression de Kamabondo
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude visait à appuyer la transition entre la fin de l'intervention PRODEPAKK et la continuation des activités de production piscicole par le bénéficiaire.
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	L'étude n'a jamais été mise en œuvre par le requérant
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	-
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Ce genre d'étude appuyant une transition après une intervention pourrait être examinée au cas par cas. Le partenaire n'a montré aucun intérêt réel et la préparation de la requête n'a été faite principalement que par l'UCAG MINAGRI et le PEE.

Titre de l'étude :	35. (PIHILU) Appui aux organisations de Pisciculteurs dans l'Hinterland de Lubumbashi
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude visait à appuyer la transition entre la fin de l'intervention PRODEPAKK et la continuation des activités de production piscicole par le bénéficiaire.
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	L'étude n'a jamais été mise en œuvre par le requérant
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	-
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Ce genre d'étude appuyant une transition après une intervention pourrait être examinée au cas par cas. Le partenaire n'a montré aucun intérêt réel et la préparation de la requête n'a été faite principalement que par l'UCAG MINAGRI et le PEE.

Titre de l'étude :	38. (ESETFP) Appui à l'Elaboration de la Strategie sous-sectorielle spécifique à la composante de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République Démocratique du Congo
<i>Decrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Il s'agissait d'appuyer le Gouvernement de la RDC dans l'élaboration d'un document stratégique complémentaire à la stratégie sectorielle Education, spécifique à la composante de l'enseignement technique et de la formation professionnelle indispensable à l'amélioration de la qualité des apprentissages dans le contexte des réformes en cours. Ce document de référence concerne sept ministères concernés par ce sous-secteur.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	L'étude a fourni : (1) une étude diagnostique très complète du sous-secteur ETFP a été réalisée laquelle a constitué la base de travail pour déterminer les points forts, faiblesses, priorités et axes stratégiques du sous-secteur ; (2) une note de synthèse en tant que sous-stratégie de l'ETFP en cohérence avec la stratégie sectorielle de l'éducation ; (3) un plan de mise en œuvre de la sous-stratégie et estimation des prévisions budgétaires et une identification d'un processus de financement de l'ETFP. Ces documents constituent les bases pour l'élaboration du document final validé.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Ces études ont contribué à élaborer, avec une équipe de rédacteurs de personnes ressources de sept ministères concernés en ETFP : EPESINC, MESU, MAS, MJS, MTrav, MINSANTE, METP, le draft de la stratégie sous sectorielle de nature à produire une sous-stratégie spécifique. Par ailleurs, il y a lieu de noter que les activités de cette étude ont permis de créer une synergie et un dialogue constructif entre tous les ministères ETFP et de créer une dynamique commune interministérielle. L'approche participative en co-construction a contribué à introduire de la cohésion et des liens au sein d'une vision systémique sur le mode de la concertation.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Ces études ont contribué à élaborer, avec une équipe de rédacteurs de personnes ressources de sept ministères concernés en ETFP : EPESINC, MESU, MAS, MJS, MTrav, MINSANTE, METP, le draft de la stratégie sous sectorielle de nature à produire une sous-stratégie spécifique. Par ailleurs, il y a lieu de noter que les activités de cette étude ont permis de créer une synergie et un dialogue constructif entre tous les ministères ETFP et de créer une dynamique commune interministérielle. L'approche participative en co-construction a contribué à introduire de la cohésion et des liens au sein d'une vision systémique sur le mode de la concertation.

Titre de l'étude :	44. (INRB ii) Définition du patrimoine initial et renforcement des capacités du personnel de l'INRB, afin de produire les premiers comptes annuels selon le système OHADA
<i>Decrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude a pour objectif de mettre la comptabilité de l'Institution sur les rails et d'arrêter leur premier bilan avec eux afin que l'exercice soit poursuivi en interne.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	Parfaitement, les deux Cabinets ont fourni un travail complet malgré la faiblesse du service financier de l'Institution.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a contribué à identifier les problèmes liés à la mise en place d'une comptabilité adéquate et à arrêter le bilan 2013.
	Différentes difficultés ont été rencontrées : <ul style="list-style-type: none"> • Problème avec le software TOMPRO • Capacités internes à l'Institution insuffisantes • Données et documentation partielle • Pas ou peu de processus • Etc. Malgré tous ces problèmes le bilan 2013 a été arrêté avec les éléments

	constitutifs existants disponibles et les réserves d'usage. Les documents de validation par le CA ont été établis mais la tenue du CA n'a pas eu lieu durant l'étude.
--	---

Titre de l'étude :	56. (FTDRST) Formation et accompagnement en élaboration de Termes de Référence et Spécifications Techniques
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude consistait en une formation des agents du MEPSP en élaboration de termes de référence (TdR) et spécifications techniques. L'objectif général était le suivant : les participants sont capables après la formation de préparer et d'assurer la qualité des parties techniques des dossiers d'appel d'offres en utilisant une méthodologie appropriée. La formation était destinée au personnel présélectionné de : Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics du MEPSP, Secrétariat Général EPSP, Direction d'Etudes et de Planification EPSP, Direction des Services Généraux EPSP, Direction de l'ETFP, Direction des Infrastructures Scolaires EPSP.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	La formation s'est déroulée comme prévu. Elle a été assurée par un expert international à une vingtaine d'agents du MEPSP. En fin de formation, des outils et modèles ont été transmis aux participants qui ont à l'unanimité salué la qualité et la caractère essentiel de cette formation.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Les structures du MEPSP sont responsables de l'élaboration des TdR / spécifications techniques. Il était dès lors important que certains de leurs agents (présélectionnés) soient capables de : <ul style="list-style-type: none"> - Définir le rôle et l'importance des TdR / spécifications techniques dans un dossier d'appel d'offres ; - Structurer les TdR / spécifications techniques selon les besoins identifiés, et selon des modèles proposés ; - Suivre une méthodologie pour l'élaboration de TdR / spécifications techniques ; - Evaluer la qualité des TdR / spécifications techniques sur base de critères clairs et objectifs (détection d'erreurs, omissions, propositions de corrections). L'objectif était également que ces agents agissent par la suite comme personnes de référence afin d'accompagner les services bénéficiaires dans l'élaboration des termes de référence et spécifications techniques en se basant sur les outils délivrés, afin que ceux-ci : <ul style="list-style-type: none"> - correspondent aux besoins identifiés ; - soient clairs, non discriminatoires et proportionnés à l'objet et/ou au budget alloué ; - ne limitent pas la concurrence ; - respectent certaines normes / niveaux de qualité ; - puissent faire l'objet d'une validation en vue du lancement d'un marché.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	A l'exception de difficultés relatives à l'octroi de visa par les autorités congolaises à un des consultants, la formation s'est déroulée comme prévu et les résultats ont été atteints. Certains agents ont eu l'occasion de mettre en pratique les connaissances apprises, en particulier les agents de la Cellule de Gestion des Projets et des Marchés Publics du MEPSP détachés au sein de l'UCAG EPSP.

Titre de l'étude :	61. (CCU) Contribution à la rationalisation et définition des politiques efficaces pour la prévention des cancers en RD Congo. Point d'entrée: cancer du col utérin (CCU)
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'objectif général de cette étude est de contribuer à l'amélioration de la prise en charge de cancer de col utérin (CCU) en rationalisant et en définissant des politiques (stratégies) nationales efficaces pour une meilleure prévention dans le contexte de la RD Congo en se basant sur une évidence

	<p>scientifique.</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mener des études de validation des outils de prévention du cancer du col utérin existants, validation du point de vue de leur efficacité, faisabilité et coût dans le contexte de la RDC. ➤ Evaluer le niveau des connaissances, des attitudes et des pratiques de la communauté ainsi que du personnel soignant en rapport avec le CCU afin de formuler des recommandations d'amélioration et de formulation des messages de sensibilisation. ➤ Produire des modules de formation à l'intention des professionnels de santé et en fonction des outils retenus
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	L'étude a été mise en œuvre comme prévu, elle-même bénéficié d'une rallonge budgétaire et s'est terminée sur une présentation durant laquelle à été annoncé le contrôle de plus de 3.000 femmes.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a contribué aux objectifs définis dans la requête et a permis le contrôle de nombreuses femmes ce qui est un résultat encourageant. Ces résultats ont en outre été présentés partiellement lors d'une conférence sur le sujet au Maroc par le partenaire italien.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Certaines difficultés liées à la participation des femmes à l'étude et notamment au nombre de participantes ont été résolus. Le sujet restant « tabou ». Néanmoins, l'équipe du Professeur Lutumba avait identifié rapidement ce risque et a pu rapidement le gérer. L'impact de l'étude dépendra aussi de ce que le SP fera des résultats obtenus.

Titre de l'étude :	75. (PNDIS) Appui à la retraite de validation du <u>Plan National de Développement Informatique de la Santé</u>
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'objectif général : Préparer l'implémentation du Plan National de Développement Informatique Sanitaire. Les objectifs spécifiques : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Expliquer en détails le contenu du PNDIS aux cadres du MSP ➤ Elaborer les directives de mise en œuvre par thème du PNDIS ➤ Préparer les outils normatifs pour la mise en œuvre du PNDIS
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	L'étude a été utilisée comme prévu. La contribution de l'expertise externe y a grandement contribué.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a permis dans le cadre d'un atelier de mettre ensemble tous les acteurs concernés afin de discuter le contenu du PNDIS et des ateliers spécifiques se sont penchés sur les différents thèmes, le tout ayant été restitué en plénière. De nombreux échanges ont concerné le financement par le MSP et le PTF mais aucun rapport clair quant aux résultats de ces échanges n'a été produit. Il est à noter que la mise en œuvre de l'outil se fera par étapes, de façon à inclure tous les éléments importants, tel que la mise en place des entités nécessaires, l'acquisition du matériel, etc. Du point de vue PEE, certains éléments de cette étude devraient être incorporés dans les prochains projets santés de la DGD/CTB.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Il n'y a rien à mentionné, seule la capacité du MSP à pousser plus loin ce dossier lui donnera l'envol escompté. Le MSP s'est bien approprié le dossier. Sa manière de le gérer et d'aboutir (ou non) sera un indicateur de la volonté du MSP quant au développement de son fonctionnement et au renforcement du service à la population qui devrait diriger les décisions des bailleurs dans le futur.

Titre de l'étude :	78. (AMTERii) Les Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat, dans son volet Aménagement du Territoire
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en</i>	L'étude a été demandée par le Ministère de l'Aménagement du Territoire. L'Etude vise à créer et à valider une structure ou un cadre de concertation

<i>est le sujet</i>	national dénommé : Comité interministériel Permanent de l'Aménagement du Territoire, CIPAT en sigle.
<i>L'étude a-t-elle été utilisée comme prévu ?</i>	Il s'agit de la finalisation de l'étude précédente qui avait été arrêtée en l'absence de Gouvernement.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude visait à mettre en place sous l'étude 25. AMTER le Comité Permanent de l'Aménagement du Territoire (CIPAT). Elle a finalement contribué à établir un projet de création du Comité d'Experts auprès du Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire (CINEAT). Il est à noter que rien d'officiel n'a été fait donc le résultat est actuellement inexistant.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	La principale difficulté a été l'arrêt de l'étude originale à cause du manque de Gouvernement. Sinon l'étude s'est déroulée correctement malgré le résultat mitigé.

3.2 Expertise

3.2.1 État d'avancement de l'expertise

État d'avancement de l'expertise ²	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
14. (TPTVC) Appui au Ministère des <u>T</u> ransports et <u>V</u> oies de <u>C</u> ommunication. Report du FEE	X				En cours, extension du contrat de l'expert en poste (ATI CTB) validé lors du ComPar du 03/09/2013. Cette expertise a pris fin en janvier 2015.
18. (HMIS) Elaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique de la République Démocratique du Congo	X				Etude terminée en 2014
69. (TPTVC II) Mission d'Expertise et de Conseil auprès du Ministre des <u>T</u> ransports et <u>V</u> oies de <u>C</u> ommunication	X				En cours (renouvellement mission de G. Darcis)

² A : Expertise réalisée dans l'année N
B : Expertise en cours
C : Expertise en phase préparatoire : préparation conforme au planning (rédaction TdR, procédure marché public, etc.)
D : Expertise planifiée, mais retardée

3.2.2 Analyse de l'expertise

Titre de l'expertise – nom de l'expert :	14. (TPTVC) Appui au Ministère des Transports et Voies de Communication. Report du FEE
<i>Décrivez, en quelques phrases, quel est/était l'objet de l'expertise</i>	La mission consiste en un appui permanent au Ministre des Transports dans la définition et l'ajustement de sa politique multimodale des transports. Les vecteurs concernés sont les activités maritimes et portuaires, ferroviaires, aériennes et fluviales. La mission a défini de nouveaux cadres de fonctionnement des grandes entreprises publiques de transport en vue d'un réagencement des structures d'entreprises, conformément au cadre légal existant. Des appuis supplémentaires ont été fournis dans le domaine de la sécurité routière avec la définition d'un nouveau Code de la Route. La mission a encore finalisé et met en œuvre deux nouveaux projets relatifs à l'amélioration de la mobilité urbaine à Kinshasa, ainsi qu'une sécurisation des mouvements ferroviaires dans les provinces du Tanganyika et du Maniema (zones d'interventions de la Belgique). La mission poursuit ses activités, notamment dans la participation à la définition de missions de coaching dans le domaine de la navigation aérienne (Financement Banque Mondiale). La mission a enfin proposé des modèles de collaboration entre les entreprises publiques et le secteur privé, et destinés à l'accroissement des volumes transportés.
<i>Dans quelle mesure l'expertise produit-elle les résultats attendus ?</i>	La mission se déroule conformément aux termes de références adoptés. La satisfaction du Ministre ayant les transports comme compétence a confirmé son appréciation de l'expertise. En particulier, la mission a été associée extrêmement régulièrement aux réflexions et discussions stratégiques sur l'évolution du secteur des transports. L'avis de la mission a été très régulièrement sollicité pour obtenir un avis supplémentaire à ce qui était proposé par l'administration des transports ou l'expertise interne du cabinet. La mission a été régulièrement honorée par le Ministre, notamment par la prise en compte très régulière de ses avis, et la modification des suggestions faites par le personnel technique du Ministère.
<i>À quoi l'expertise a-t-elle contribué ?</i>	La mission a particulièrement permis l'appropriation par les autorités de divers modèles de travail et d'organisation du secteur et des activités ferroviaires, portuaires et fluviales en particulier. La mission est particulièrement satisfaite de la prise en compte permanente du besoin d'accroître les normes de qualité et de sécurité dans le domaine aéronautique, ferroviaire et maritime. La mission est également satisfaite de l'amélioration de la prise en compte par la Belgique, de l'indispensable nécessité de repenser certaines de ses actions en regard de la pérennité des investissements envisagés, notamment par la prise en compte de la multimodalité et des critères strictement économiques, nécessaires à tout développement.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'expertise et sur ses résultats ?</i>	Les difficultés essentielles rencontrées à ce jour par la mission tiennent en des contraintes politiciennes liées aux mouvances politiques et à l'hétérogénéité gouvernementale ainsi qu'à des conflits d'intérêts majeurs. Ces difficultés n'ont pas permis la matérialisation de certaines des propositions qui étaient les plus exigeantes d'un point de vue impact sur les échanges. De ce fait, même si la mission a pu réellement faire progresser des débats stratégiques, elle s'est heurtée à un report de décisions fondamentales pour l'économie et donc le développement. La mission a pu également constater que les besoins d'expertise sont très importants dans ce secteur. Le renforcement de la mission par des expertises additionnelles serait un atout considérable pour faciliter une traduction opérationnelle des propositions faites, et ainsi concrétiser une réelle transformation des activités économiques, génératrices d'emploi. La mission souligne l'excellente implication de la plus haute autorité du Ministère, interlocuteur capital qui a permis le déploiement de l'ensemble des projets et concepts proposés.

3.3 Exécution budgétaire

1. Etant donné que la demande de la seconde tranche de €2.000.000,00 va se faire début 2016, les chiffres présentés sont basés sur le budget global.
2. Le budget total est de €4.000.000,00 auquel s'ajoute le reliquat disponible du FEE, soit €2.234.196,00. Le budget global du PEE est donc de €6.234.196,00.
3. La durée du programme est de 72 mois, soit 60 mois opérationnels.
4. Le budget disponible au 31/12/2015 est €2.234.196,00 (FEE) + tranche 1 €2.000.000,00, soit €4.234.196,00.
5. Le montant engagé au 31/12/2015 est de €4.107.853,00 (total des lignes Etudes, Expertises, Vulgarisation et moyens Généraux).
6. Le montant déboursé au 31/12/2015 est de €3.076.066,00 tel que présenté ci-dessous.

Montant par ligne

En €	Montant engagés*	%	Montants déboursés**	%
a) Etudes	1 880 813	30,17%	1 389 027	22,28%
b) Expertises	1 126 987	18,08%	855 058	13,72%
c) AE	0	0,00%	0	0,00%
d) Vulgarisation	75 000	1,20%	33 679	0,54%
x) Réserve	2 126 613	34,11%	0	0,00%
z) Moyens Généraux	1 024 783	16,44%	798 302	12,81%
Totaux	6 234 196	100%	3 076 066	49,34%

* source FIT / ** source FIT

7. Nombre d'Etude reçue: 117 / Nombre d'Etude validées et mise ou à mettre en œuvre, 27.
8. Nombre d'Expertise reçue: 4 / Nombre d'Expertise validées et mise ou à mettre en œuvre, 4.
9. Requête par secteur et expertises par secteur:

Santé	19
Gouvernance	42
Agriculture Dev. Rural	26
Environnement	11
EPFP + Education	8
Transport	3
Energie	8

3.4 Critères de qualité

Attribuez, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D ³aux critères suivants :

Pertinence : Mesure dans laquelle les études et l'expertise sont alignées sur les priorités locales et nationales.

Efficience : Mesure dans laquelle les études et l'expertise ont été réalisées dans les délais et dans les budgets.

Efficacité : Mesure dans laquelle les études et l'expertise contribuent effectivement aux objectifs visés.

Critères	Note
Pertinence	B
Efficienc e	B
Efficacit é	B

³

- A : Très bonne performance
- B : Bonne performance
- C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises
- D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que l'intervention vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuez la note X au critère. Expliquez pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

3.5 Gestion des risques

Indiquez l'évolution des risques⁴ et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du rapportage annuel.

- Décrivez le risque.
- Notez la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Notez l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note Élevée ou Très élevée est attribuée à un risque, détaillez les mesures qui ont été/seront prises et indiquez la personne/l'acteur responsable.

Identification of risk or issue			Analysis of risk or issue			Deal with risk or issue		Follow-up of risk or issue	
Risk description	Period of identification	Category	Likelihood	Potential impact	Total	Action(s)	Resp.	Progress	Status
Piètre qualité des requêtes forçant de plus en plus l'implication directe de l'UAGP dans l'appui à la préparation des requêtes	Phase de démarrage	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Préparation et dissémination du manuel de procédure	UAGP	Terminé et produit à 1500 exemplaires	In progress
						Séances de vulgarisation du PEE	UAGP	1 séance de vulgarisation au moins a eu lieu dans chacune des provinces et plusieurs ont eu lieu à Kinshasa	
Durée entre la réception d'une requête et sa mise en œuvre	Phase de démarrage	OPS	Medium	High	High Risk	Augmentation du volume de requête / appui à la finalisation / évaluation	UAGP	Plus de temps sur Etudes PEE	New
						Réduction du temps de travail sur les MP des autres projets	Resp PEE	Terminé au 01/01/2016, mais dans l'intervalle l'ATI est en charge du projet APPUI MINCIR (RDC1015011), PRECOB (1088811) et PONT KABASELE (RDC1318211) et fait partie de l'équipe subsidie RDC.	In progress
Qualité du rapportage narratif et financier des études	Phase de démarrage	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Séance spécifique d'information mais pas avant Septembre 2014	Resp PEE	Toujours pas le temps au moment de la préparation de ce rapport final 2015	In progress
						Appui dans la préparation des rapports financiers	Resp PEE	Les contrôles minimum sont fait au cas par cas	
Disponibilité	Fin de 2013	OPS	High	High	Very High	ComPar restreint à distance	UAGP	Première tentative 07/2015	In progress

⁴ Limitez-vous aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

des membres du ComPar					Risk	Réunion plus fréquentes / impossible	MINCIR/A MBABEL/ CTB	Pas de progrès le PEE reste trop dépendant de cette situation / mise en place du ComPar restreint à distance.	In progress
Coupure d'électricité au MINCIR	Fin de 2013	OPS	Low	Low	Low Risk	-	SG MINCIR	Terminé	Terminated

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de la recommandation</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation (p. ex., 3.2.3)</i>	<i>Le resp. de la recommandation</i>	<i>Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1, p. ex.</i>
Intégrer les modules rapportage et gestion financière aux séances de vulgarisation et dans le manuel de procédures.	DTF 3.4.3	UAGP	-

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
L'ancrage du PEE au sein d'un Ministère ne lui donne pas la tranquillité nécessaire pour travailler. De trop nombreuse fois le PEE est la cible de demande d'argent ou autre avantage par les fonctionnaires. De plus, l'utilisation d'argument tel que « mais vous êtes là dans le cadre de la coopération », démontre une incompréhension du fonctionnement d'un projet/programme.	DGD/CTB
La durée de mise en œuvre d'un accord d'exécution (6 mois) est trop courte et ne tient pas suffisamment compte des difficultés que le partenaire peut rencontrer et plus largement de l'environnement pour les études en province. Les extensions sont souvent inévitables pour assurer un résultat minimum.	CTB
Trop rarement les requérants n'ont pas clairement identifiés leurs besoins et les raisons de déposer une requête, il s'agit alors de requêtes opportunistes qui n'appuient en rien le partenaire et empiètent parfois sur des activités dévolues à des programmes en place ou à venir.	Partenaire/CTB
Trop souvent les requêtes sont établies pour l'obtention de per diem, primes ou achat de matériel alors que le PEE insiste sur l'exécution des activités. Le PEE ne peut se substituer à la fonction publique en finançant les dépenses de primes.	Partenaire
Le requérant doit apprendre qu'il a des droits mais aussi des obligations et que les erreurs peuvent aboutir à des refus de paiement qui ne sont pas discutables.	Partenaire
Le rapportage, qu'il soit technique ou financier est relativement pauvre. Les appuis sur ces points étaient prévus mais au moment de l'écriture de ce rapport ils n'ont pas été mis en œuvre.	Partenaire/CTB

5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y - m) »

				BUDGET	%	TOT 12	TOT 13	TOT 14	Q1/15	Q2/15	Q3/15	Q4/15	TOT 15
A ETUDES				1 880 813	44,42%	66 822	295 770	429 251	68 077	#####	#####	184 411	597 183
A	01	<i>QUINACT</i>		117 991	2,79%	33 437	60 741	23 813	0	0	0	0	0
A	02	<i>Dépenses JL MUTUMBO Terminé</i>		88 794	2,10%	33 385	55 409	0	0	0	0	0	0
A	03	<i>INRB Terminé</i>		58 870	1,39%	0	58 870	0	0	0	0	0	0
A	04	<i>LOI 11/022</i>		13 505	0,32%	0	27 900	-14 395	0	0	0	0	0
A	05	<i>LAC KIVU I</i>		146 930	3,47%	0	10 114	136 816	0	0	0	0	0
A	06	<i>PNS</i>		96 600	2,28%	0	0	60 370	727	370	9 324	0	10 422
A	06	01	Personnel du projet	80 700		0	0	20 536			9 324		9 324
A	06	02	Voyage(s) expert(s)	14 450		0	0	35 192					0
A	06	03	Investissements	0		0	0	0					0
A	06	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	0		0	0	4 495	727	370			1 098
A	06	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	1 450		0	0	148					0
A	07	<i>FORNIS Terminé</i>		30 414	0,72%	0	30 296	0	118	0	0	0	118
A	07	01	Personnel du projet	0		0	0	0					0
A	07	02	Voyage(s) expert(s)	7 917		0	7 799	0	118				118
A	07	03	Investissements	0		0	0	0					0
A	07	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	5 357		0	5 357	0					0
A	07	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	17 140		0	17 140	0					0
A	08	<i>FOREQU Terminé</i>		27 350	0,65%	0	27 350	0	0	0	0	0	0
A	09	<i>PNIA</i>		0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	10	<i>RCCRE</i>		63 300	1,49%	0	25 090	14 732	2 250	1 495	4 764	0	8 509
A	10	01	Personnel du projet	24 000		0	23 200	0	2 250				2 250
A	10	02	Voyage(s) expert(s)	840		0	0	0					0
A	10	03	Investissements			0	0	0					0

A	10	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	6 600		0	1 890	3 024					0
A	10	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	31 860		0	0	11 708		1 495	4 764		6 259
A	11		ETFP	374 840	8,85%	0	0	169 059	45 961	10 861	99 339	0	156 161
A	11	01	Personnel du projet	244 560		0	0	123 010	44 775		87 351		132 126
A	11	02	Voyage(s) expert(s)	13 650		0	0	2 085	769	310	146		1 224
A	11	03	Investissements	12 000		0	0	5 038		224			224
A	11	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	34 600		0	0	4 178	352	3 151	2 788		6 291
A	11	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	70 030		0	0	34 747	66	7 175	9 054		16 295
A	12		AMTER	7 944	0,19%	0	0	7 944	0	0	0	0	0
A	13		61. CCU	118 629	2,80%	0	0	21 059	18 980	24 087	44 368	5 047	92 482
A	13	01	Personnel du projet	57 650				0	14 200	1 271		762	16 234
A	13	02	Voyage(s) expert(s)	18 900				9 926			641	2 234	2 875
A	13	03	Investissements	26 315				5 973	1 685		15 453		17 138
A	13	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	14 374				5 160	3 095	22 816	28 274	2 051	56 235
A	13	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	1 390				0					0
A	14		ELBAA	47 686	1,13%	0	0	9 854	0	26 381	1 945	8 939	37 265
A	14	01	Personnel du projet	20 489				0		11 876	1 945	6 671	20 492
A	14	02	Voyage(s) expert(s)	516				283		271			271
A	14	03	Investissements	6 678				7 211					0
A	14	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	6 344				1 558		2 358		2 268	4 626
A	14	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	13 659				801		11 876			11 876
A	15		FTDRST	34 860	0,82%	0	0	0	41	431	29 333	78	29 882
A	15	01	Personnel du projet	18 400				0	41		21 098		21 138
A	15	02	Voyage(s) expert(s)	1 500				0		125	2 084		2 209
A	15	03	Investissements	0				0		44			44
A	15	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	0				0			1 175	78	1 252
A	15	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	14 960				0		262	4 976		5 238
A	16		34. PEDEKA	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	17		35. PIHILU	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	18		44. INRB 2	92 700	2,19%	0	0	0	0	0	23 716	53 310	77 026
A	18	01	Personnel du projet	82 500				0			23 716	46 710	70 426
A	18	02	Voyage(s) expert(s)	3 600				0					0
A	18	03	Investissements	0				0					0
A	18	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	6 600				0				6 600	6 600

A	18	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	0				0				0	
A	19		55. CPPGL	73 081	1,73%	0	0	0	0	27 470	0	50 660	78 129
A	19	01	Personnel du projet	709				0		763			763
A	19	02	Voyage(s) expert(s)	7 480				0		6 196			6 196
A	19	03	Investissements	4 882				0		4 499		694	5 193
A	19	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	3 693				0		3 363			3 363
A	19	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	56 318				0		12 649		49 966	62 614
A	20		64. EPRI	156 455	3,70%	0	0	0	0	0	0	66 378	66 378
A	20	01	Personnel du projet	39 750				0				66 378	66 378
A	20	02	Voyage(s) expert(s)	36 535				0					0
A	20	03	Investissements	32 550				0					0
A	20	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	33 600				0					0
A	20	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	14 020				0					0
A	21		75. PNDIS	28 160	0,67%	0	0	0	0	23 535	0	0	23 535
A	21	01	Personnel du projet	6 880				0		3 112			3 112
A	21	02	Voyage(s) expert(s)	2 520				0		4 555			4 555
A	21	03	Investissements	0				0					0
A	21	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	0				0					0
A	21	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	18 760				0		15 867			15 867
A	22		78. AMTERii	18 780	0,44%	0	0	0	0	0	17 278	0	17 278
A	22	01	Personnel du projet	0				0					0
A	22	02	Voyage(s) expert(s)	0				0					0
A	22	03	Investissements	0				0					0
A	22	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	630				0					0
A	22	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	18 150				0				17 278	17 278
A	23		66. MASTERECOM	31 686	0,75%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	23	01	Personnel du projet					0					0
A	23	02	Voyage(s) expert(s)	5 380				0					0
A	23	03	Investissements					0					0
A	23	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	8 614				0					0
A	23	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	17 692				0					0
A	24		79. CSFP	53 919	1,27%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	24	01	Personnel du projet	2 400				0					0
A	24	02	Voyage(s) expert(s)	17 050				0					0

A	24	03	Investissements	2 100				0					0
A	24	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	1 100				0					0
A	24	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	31 269				0					0
A	25		85. EVLG	25 810	0,61%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	25	01	Personnel du projet					0					0
A	25	02	Voyage(s) expert(s)	2 500				0					0
A	25	03	Investissements					0					0
A	25	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	455				0					0
A	25	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	22 855				0					0
A	26		88. OEI	120 255	2,84%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	26	01	Personnel du projet	91 300				0					0
A	26	02	Voyage(s) expert(s)	13 200				0					0
A	26	03	Investissements					0					0
A	26	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	7 000				0					0
A	26	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	8 755				0					0
A	27		53. EESR	52 255	1,23%	0	0	0	0	0	0	0	0
A	27	01	Personnel du projet	26 000				0					0
A	27	02	Voyage(s) expert(s)					0					0
A	27	03	Investissements	1 000				0					0
A	27	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	2 700				0					0
A	27	05	Séminaires, Ateliers, Voyages d'étude, etc.	22 555				0					0
B			EXPERTISES	1 126 987	26,62%	119 000	215 485	324 238	46 313	55 738	45 010	49 274	196 336
B	01		TPTVC	559 587	13,22%	119 000	215 485	180 087	14 964	33 094	44 974	48 751	141 783
B	01	01	Personnel du projet	495 887		115 099	185 115	176 858	14 557	33 094	44 614	48 395	140 659
B	01	02	Voyage(s) expert(s)	16 000		1 133	2 134	2 347	66				66
B	01	03	Investissements	31 500		1 083	24 250	0					0
B	01	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	8 200		1 685	3 986	878	342		360	356	1 058
B	01	05	Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.	8 000		0	0	3					0
B	02		HMIS	156 400	3,69%	0	0	144 151	3 195	5 268	0	0	8 463
B	02	01	Personnel du projet	121 100		0	0	117 700					0
B	02	02	Voyage(s) expert(s)	10 300		0	0	12 617	3 195				3 195

B	02	03	Investissements	0		0	0	553					0
B	02	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	25 000		0	0	9 097		5 268			5 268
B	02	05	Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.	0		0	0	4 184					0
B	03		TPTVC	411 000	9,71%	0	0	0	28 154	17 376	36	524	46 090
B	03	01	Personnel du projet	360 000		0	0	0	28 060	15 162	36		43 258
B	03	02	Voyage(s) expert(s)	3 000		0	0	0				524	524
B	03	03	Investissements	30 000		0	0	0	4	1 749			1 753
B	03	04	Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...)	18 000		0	0	0	90	465			555
B	03	05	Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.	0		0	0	0					0
B	04		JML	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0
C			ACCORDS D'EXECUTION	0	0%	0	0	0	0	0	0	0	0
D			VULGARISATION DU PROGRAMME	75 000	1,77%	0	8 602	6 192	4 644	9 863	4 378	0	18 885
D	01		Divers	75 000	1,77%	0	8 602	6 192	4 644	9 863	4 378	0	18 885
D	01	01	Manuel des procédures pour les bénéficiaires	5 000		0	1 023	0	1 359				1 359
D	01	02	Autres activités de vulgarisation	70 000		0	7 579	6 192	3 285	9 863	4 378	0	17 526
X			RESERVE BUDGETAIRE (solde non attribué)	126 613	2,99%	0	0	0	0	0	0	0	0
X	01		Réserve budgétaire	126 613	2,99%	0	0	0	0	0	0	0	0
X	01	01	Réserve budgétaire REGIE	126 613		0	0	0					0
Z			MOYENS GENERAUX	1 024 783	24,20%	66 185	232 698	251 740	59 413	62 613	51 727	73 927	247 679
Z	01		Frais de personnel	730 809	17,26%	58 076	179 079	182 987	44 743	49 393	47 540	55 112	196 787
Z	01	01	Assistant technique international (responsable du programme)	540 000		56 556	157 162	155 050	35 688	41 097	37 825	43 295	157 904
Z	01	02	Assistant technique national (responsable du programme)	0		0	0	0		1 044			1 044
Z	01	03	Gestionnaire national du programme	60 420		1 600	10 295	10 888	3 155	2 131	3 124	3 512	11 921
Z	01	04	Autres frais de personnel (primes chauffeur programme)	15 789		-80	2 228	3 013	1 761	831	817	557	3 966
Z	01	05	Assistante ATI	87 100			9 394	14 035	4 140	4 290	4 095	4 213	16 738
Z	01	06	Comptable	27 500							1 679	3 535	5 214
Z	02		Investissements	74 535	1,76%	5 758	26 492	29 170	973	3 000	4 198	158	8 329
Z	02	01	Véhicules	52 508		0	24 253	28 255					0
Z	02	02	Equipement bureau	7 500		2 921	361	735	973	1 270	531	158	2 932
Z	02	03	Equipement IT	14 527		2 837	1 878	180		1 730	3 667		5 397
Z	02	04	Aménagements du bureau	0		0	0	0					0
Z	03		Frais de fonctionnement	190 939	4,51%	2 351	26 731	35 449	14 126	10 219	-10	18 657	42 992
Z	03	02	Services et frais de maintenance	15 000		153	2 161	2 170	323	316	319	345	1 304
Z	03	03	Frais de fonctionnement des véhicules	60 000		642	5 228	7 921	7 238	5 040	-5 523	1 208	7 962
Z	03	04	Télécommunications	50 510		193	7 392	7 215	4 220	3 353	1 961	1 796	11 329

Z	03	05	Fournitures de bureau	30 000		598	8 157	4 960	890	990	1 892	518	4 290
Z	03	06	Missions	23 000		0	2 135	9 893	895	36	594	1 060	2 585
Z	03	07	Frais de représentation et de communication externe	0		0	0	12	177			1 235	1 412
Z	03	08	Formation	12 429		766	1 658	0				12 037	12 037
Z	03	09	Frais de consultance	0		0	0	0					0
Z	03	10	Frais financiers	0		0	0	2 330	290	375	747	414	1 826
Z	03	11	Frais TVA	0		0	0	1					0
Z	03	12	Autres frais de fonctionnement	0		0	0	946	94	110		44	248
Z	04		Audit et Suivi et Evaluation	28 500	1%	0	396	4 134	-430	0	0	0	-430
Z	04	01	Frais de suivi et évaluation	17 500		0	0	47					0
Z	04	02	Audit	6 000		0	0	3					0
Z	04	03	Backstopping	5 000		0	396	4 084	-430				-430
TOTAL				4 234 196	100%	252 007	752 555	1 011 422	178 447	#####	#####	307 612	1 060 083

5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

Suivi des décisions du ComPar restreint

Décision à prendre				Action			Suivi	
Décision à prendre	Période d'identificat°	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Installation du bureau du PEE	Réunion de démarrage	PV du 12/11/2012	MINCIR	Bureaux prêts	MINCIR	n/a	-	Fini
Acquisition équipement			Resp. PEE	Acquisition	UAGP	n/a	-	Fini
Formation IT MINCIR			Resp. PEE	Organisation formation IT 10 pers. + SG	UAGP	n/a	-	Fini
Manuel de procédure			Resp. PEE	Préparation	UAGP	3 mois	-	Fini
Vulgarisation du PEE			UAGP	Organisation activité de Vulgarisation	UAGP	permanent	Déjà 5 séances en 2013	Fini
Gestion du projet			UAGP	Suivi permanent selon budget	UAGP /ComPar	permanent	Modifié lors du ComPar restreint du 13/03/2013	Fini
Marchés Publics			Resp. PEE	En fonction des études	UAGP	permanent	-	Fini
Budget du programme			ComPar restreint (CR)	Comptable de bourse suivra PEE	UAGP	permanent	-	Fini
Rémunération et autres avantages pour le GN et le chauffeur			CTB	Contractualisation GP + chauffeur	RR	rapidement	-	Fini
Approbation manuel PEE			CR du 13/03/2013	PV du 21/03/2013	CR	Validation manuel de procédure	Resp. PEE	rapidement
Présentation 16. PNS	CR du 29/04/2013	PV du 30/04/2013	CR	Requête validé	UAGP	n/a	Marché à relancé	Fini
Présentation 17. DIAHOP				Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini
Présentation 19. CARIEI				Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini
Présentation 20. CARIIS				Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini
Présentation Situation Financière PEE	CR du 28/05/2013	PV du 29/05/2013	UAGP	EdL seconde tranche PEE à entamer	UAGP	n/a	Actuellement attente de ce rapport	Fini
Présentation 12. QUINACT			CR	Requête validé	UAGP	n/a	Accord d'Exécution	Fini
Présentation 23. CENACOF			UAGP	Requête rejetée				Fini
Assistante ATI			CR	Approuvé sera couverte sous les fonds prévu pour un ATN solde à suppléer	UAGP/RR	régularisation	Contrat emploi personne en poste	Fini
Statut PEE au 03/09/2013	CR du 03/09/2013	04/09/2013	CR	Pas discuté	UAGP/RR	n/a		Fini

Extension contrat Gregory Darcy				Requête approuvée		n/a		Fini
Présentation 11. FORKIS				Requête approuvée		n/a	Accord Exécution	Fini
Présentation 28. FOREQU				Requête approuvée		n/a	Accord Exécution	Fini
Présentation 31. FORECOM				Requête rejetée		n/a	-	Fini
Présentation 18. HMIS				Requête approuvée		n/a	MP en retard	Fini
Présentation 21. PNIA				Requête approuvée		n/a	Accord Exécution litige à résoudre	Fini
Présentation 22. CEMASA				Requête rejetée		n/a	-	Fini
Présentation 33. RCGPMP				Requête rejetée		n/a	-	Fini
Divers				Pas discuté		n/a	-	-
1. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_02_01 (€1.207)	CR du 14/03/2014	PV du 19/03/2014	CR	Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier	UAGP	n/a	-	Fini
2. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_02 (€2.638)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
3. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_04 (€1.773)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
4. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_07_05 (€5.638)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
5. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_02 (€7.681)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
6. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_04 (€1.814)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
7. Transfert à la réserve du solde de la ligne A_08_04 (€1.136)				Approuvé mais non fait compensation €/ \$ cfr. Note au dossier		n/a	-	Fini
8. De la réserve vers ligne budgétaire chauffeur Z_01_04 (€1.000)				Approuvé		n/a	-	Fini
9. De la réserve vers ligne budgétaire assistante ATI Z_01_05 (€6.000) + idem sur tranche				Approuvé		n/a	-	Fini
10. De la réserve vers la ligne budgétaire Z_01_06 prime comptable (€1.920) + idem sur tranche 1 pour 2015, 2016 et 2017				Rejeté		n/a	-	Fini
11. De la réserve vers la ligne budgétaire Z_03_04 communication (€6.354)				Approuvé		n/a	-	Fini

De la réserve vers la ligne budgétaire Z_03_08 formation (€9.929)				Approuvé		n/a	-	Fini
Présentation 25. AMTER				Requête approuvée		n/a	Lettre notification	Fini
Présentation 27. ICCN				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 32. SECSOC				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 37. UPEHP				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 39. COMPNAT				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 40. URF-ECMI				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 41. DREN				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 43. LOI 11/2002				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 45. PAIJR				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 48. SFAEQU				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 49. SFAKIS				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Éliminé liste PEE 1. ALCP				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 8. SENWDE				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 24. NOTAIRES				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 26. HYINGA				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 29. STAT				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé liste PEE 31. CGAF				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
UAGP prend contact avec ARMP				Approuvé		n/a	Visite effectuée	Fini
Éliminé liste PEE 42. PORT				Annulé		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 34. PEDEKA	ComPar restreint du 22/07/2014	PV du 22/07/2014	CR	Approuvé	UAGP	31/10/2014	AE à préparer	Fini
Présentation 35. PIHILU				Approuvé		31/10/2014	AE à préparer	Fini
Présentation 44. INRB				Approuvé		31/10/2014	MP à préparer et lancer	Fini
Présentation 45. PAIJR				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 47. CPAKO				Requête ajournée demande de complément d'info		31/10/2014	Demande de complément d'info (voir PV du 22/07/2014)	Fini
Présentation 50. ACTDS				Requête rejetée		n/a	Lettre information	Fini
Présentation 53. EESR				Requête ajournée demande de complément d'info		31/10/2014	Demande de complément d'info (voir PV du 22/07/2014)	Fini
Présentation 54. ELBAA				Approuvé		30/09/2014	AE établi et signé	Fini
Présentation 55. CPPGL				Requête ajournée demande de complément d'info		31/10/2014	Demande de complément d'info (voir PV du 22/07/2014)	Fini
Présentation 56. FTDRST				Approuvé		30/09/2014	Achat lancé mais infructueux à refaire	Fini

Présentation 61. CCU				Approuvé		30/09/2014	AE établi et signé	Fini
Présentation 47. CPAKO	ComPar restreint du 31/10/2014	PV du 31/12/2014	CR	Requête ajournée demande de complément d'info	UAGP	ComPar suivant	A représenter	Fini
Présentation 53. EESR				Requête ajournée demande de complément d'info		ComPar	A représenter	Fini
Présentation 55. CPPGL				Approuvé		UAGP	AE à établir	Fini
Présentation 64. EPRI				Approuvé		UAGP	AE à établir	Fini
Présentation 65. Loi 11/022ii				Suspendu		UAGP	Attendre nomination Gouvernement pour représenter	Fini
Présentation 66. Master EcOM				Suspendu		UAGP	Requérant doit venir présenter au Compar restreint	Fini
Présentation 67. ESIM				Rejeté		UAGP	Informé	Fini
Présentation 69. TPTVCii				Approuvé		UAGP	Faire établir avenant contrat par RH	Fini
Re-présentation 66. MASTER ECoM	ComPar restreint du 03/03/2015	PV du	CR	Requête ajournée demande de complément d'info	UAGP	UAGP	Visite du MASTER ECoM à UNIKIN + questionnaire	Fini
Re-présentation 47. CPAKO				Rejeté		UAGP	Informé	Fini
Présentation 51. SENDRI				Requête ajournée demande de complément d'info		UAGP	Demande de complément d'info (voir PV du 06/03/2015)	Fini
Présentation 57. EFINCUB				Rejeté		UAGP	Informé	Fini
Présentation 59. CASSNIP				Rejeté		UAGP	Informé	Fini
Présentation 70. AVMMM				Requête ajournée demande de complément d'info		UAGP	Information à prendre auprès du PRODAKOR	Fini
Présentation 74. 350 ENS				Rejeté		UAGP	Informé (+ passer dossier au PRECOB)	Fini
Présentation 75. PNDIS				Approuvé (avec une diminution du budget)		UAGP	Informé	Fini
Présentation 76. ACAPSS				Rejeté		UAGP	Informé	Fini
Présentation 77. PLQUI				Rejeté		UAGP	Informé (+ passer dossier au PRECOB)	Fini
Présentation 78. AMTERii				Approuvé		UAGP	Informé	Fini
Éliminé de la liste PEE 36. ISVI				Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé de la liste PEE 46. RPPPB	Annulé	n/a	Cfr. Liste revue	Fini				
Présentation des chiffres du PEE (situation financière intermédiaire arrêtée au 30/06/2015) et validation de trois lots d'écritures;	ComPar restreint du 13/11/2015	PV du 30/11/2015	CR	Approuvé	UAGP	n/a	Information des membres du Compar restreint + passage des écritures approuvées	Fini
Écritures de clôture d'étude terminées				Approuvé		n/a	Fait	Fini
mise à niveau des lignes budgétaires en fonction du DTF				Approuvé		n/a	Fait	Fini
Transfert entre ligne				Approuvé		n/a	Fait	Fini

Mise en expertise une partie des coûts de l'ATI pour ses prestations sur les autres projets/programmes concernant les MP, la gestion du projet d'APPUI au MINCIR, la reprise de PRECOB et celle du PONT KABASELE.			Approuvé		n/a	Passer une écrite dans les lignes B après calcul d'un prorata - attendre le 2MEUR tranche2	En-cours
ComPar restreint à distance ok sur le principe pour des dossiers non problématiques			Approuvé		n/a	Ok décision sur le 6ième dossier présenté - toujours avec accords des 4 membres et un délai d'analyse de 10 jours minimum	Fini
Etude 89. FOTU			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Etude 92. MPPD			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Etude 93. EIS			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Etude 97. PSEPP			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Etude 98. GERP			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Etude 66. MASTER ECoM			Partiellement approuvée		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra	Fini
Éliminé de la liste 52. RCE			Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé de la liste 58. EPNDD			Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé de la liste 60. REP			Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé de la liste 63. CVD			Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Éliminé de la liste 95. PPG			Annulé		n/a	Cfr. Liste revue	Fini
Présentation 70. AVMMM			Suspendu		n/a	Courrier d'information	Fini
Présentation 73. DECEN			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Présentation 79. CSFP			Approuvé		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra	Fini
Présentation 85. EVLG			Approuvé		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra	Fini
Présentation 88. OEI			Approuvé		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra	Fini
Présentation 90. AKC			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Présentation 104. PDL			Approuvé 'mais attendre démarrage PRODEM-PRODAM		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra mais attendre PRODEM-PRODAM	Fini
Présentation 107. PLD-CDI			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Présentation 109. CPTNAT II			Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Présentation 53. EESR			Approuvé		n/a	Courrier d'information - Convention de subside suivra	Fini
EdL 2ième tranche Fond PEE			PEE écrit et justifie à RR		n/a	Information	Fini

Information sur extension de l'étude 38. ESETPF				Pour information au ComPar restreint		n/a	Information	Fini
Budget supplémentaire 55. CPPGL				Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini
Budget supplémentaire 44. INRB 2				Rejeté		n/a	Courrier d'information	Fini